

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA



PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA



SOMMAIRE

A la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement	***
Le problème de l'Ukraine	Emmanuel EVAIN <i>Député de Paris</i>
Le « Merveilleux Géorgien »	G. G.
Le naphte azerbaïdjanien et le trust anglo-américain.	SABIT
Le onze mai.....	SCHOMYL
Grands-Prussiens.....	A. SENTINELLE
Les agissements bolchevistes en Suisse	Kh. CHAVICHVILI
Le bolchevisme et le droit des peuples.....	MIR
Une délégation ukrainienne en Moscovie	N. Ch.

CHRONIQUE

Ukraine. — Azerbaïdjan. — Géorgie.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

A la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement

M. Tchenkeli, Ministre de Géorgie en France, vient d'adresser à M. Loudon, Président de la Commission Préparatoire de la Conférence du Désarmement, la lettre que nous reproduisons ci-après. Elle met en mauvaise posture le délégué des Soviets et réduit à néant tous ses projets et déclarations au sujet de la paix et du désarmement général. Qu'on en juge.

Genève, le 19 avril 1929.

Son Excellence,

Monsieur L. Loudon, Président de la Commission Préparatoire
de la Conférence du Désarmement, Genève.

« Monsieur le Président,

« Le premier Délégué de l'U.R.S.S., en appuyant son second projet de désarmement, a affirmé à maintes reprises que ce projet n'est qu'une étape pour arriver à un désarmement complet et immédiat, tel qu'il était exposé dans le premier projet soviétique. En écoutant, très attentivement ces affirmations, je me demandais si la proposition soviétique était sérieuse et sincère. Comme M. Litvinov affirmait que l'opinion publique du monde entier s'intéresse énormément à connaître l'attitude des gouvernements représentés dans la Commission Préparatoire envers son projet, je me permets de poser la question suivante devant cette même opinion publique : qu'arriverait-il si le premier projet soviétique était adopté, et par conséquent, si le Gouvernement des Soviets devait licencier toutes ses forces armées ? Autrement dit : comment dans ce cas le Gouvernement de Moscou aurait-il pu tenir dans ses mains la Géorgie occupée par ses troupes ? Dans la même situation se trouvent, comme on le sait, les autres républiques du Caucase, l'Ukraine, etc...

Tandis que j'écris ces lignes, dans une des provinces de la Géorgie, en Adjarie, se joue un drame qui se renouvelle trop souvent : une révolte de la population contre le joug étranger et l'intervention sanglante des troupes d'occupation. Ne voulant pas vous importuner, Monsieur le Président, avec mes propres informations, sur les événements d'Adjarie, province que j'ai eu l'honneur de représenter pendant plusieurs années

à la Douma Impériale russe, je citerai du journal *The Times* du 12 courant le passage suivant :

« It is now learnt that Georgian troops were at first employed by the Soviet Government to quell the rising in Adjara but, as these refused to fight against the peasants, Russian and other soldiers were sent in their stead. At present irregular fighting is going on in the mountains outside Batumi, neither side achieving marked success. »

Il est vrai que la Géorgie a une ou deux compagnies de troupes « géorgiennes », destinées à faire croire aux naïfs étrangers qu'il existe une Géorgie indépendante. Mais, fait plus intéressant encore — les soldats géorgiens, sous le commandement bolchévik, n'ont pas voulu attaquer les leurs et le pouvoir d'occupation a dû y envoyer des troupes russes.

La conclusion à tirer de cet événement est claire : Si les troupes russes n'étaient pas là, la Géorgie se serait déjà libérée de la domination étrangère.

Le Gouvernement soviétique est-il disposé à évacuer la Géorgie et les autres Républiques ? Non, et par cela même se prouve l'évidence de la valeur du projet de l'U.R.S.S. sur le désarmement complet et immédiat.

La Société des Nations a eu maintes fois l'occasion de s'occuper de la question géorgienne, elle sait dans quelles circonstances ce pays a été occupé.

Je me bornerai à citer à cet égard, un seul exemple :

Au cours de la séance plénière de la V^e Assemblée de la Société des Nations tenue le 25 septembre 1924, séance consacrée au problème géorgien, et pendant laquelle prirent la parole les délégués de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de la Belgique, le Rapporteur de la VI^e Commission, M. Mac Donald, Délégué du Canada, a développé longuement les événements qui se sont produits avant et pendant l'occupation de la Géorgie par les forces soviétiques russes. Après avoir cité le premier article du Traité russo-géorgien du 7 mai 1920, rédigé comme suit : « La Russie reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgien », le Rapporteur s'exclamait : « Qu'est-il arrivé alors ? Un fait sans précédent dans l'histoire du monde. La Russie, bien qu'elle eut reconnu la Géorgie, l'attaqua au mépris de ses engagements. Depuis cette date, la situation de ce pays a suscité la sympathie de toutes les nations du monde. »

Comme suite à ces débats, la V^e Assemblée, confirma à l'unanimité, la résolution de la III^e Assemblée adoptée sur la proposition de sa 6^e Commission, présidée alors par vous, Monsieur le Président. Cette résolution invitait le Conseil à suivre avec attention les événements de Géorgie et à saisir les occasions susceptibles d'y rétablir la situation normale. La V^e Assemblée invita en outre les Gouvernements des Etats Membres de la Société des Nations à assister le Conseil dans l'accomplissement de sa tâche.

Or, je sais ce que dit le Gouvernement Soviétique : que c'est le peuple géorgien qui a invité les troupes russes pour occuper son territoire. Mais, Monsieur le Président, je ne veux pas retenir votre attention plus longtemps sur une telle calomnie concernant un peuple qui a derrière lui deux mille ans d'existence d'Etat.

Je ne fais pas cette démarche pour plaindre le sort du peuple géor-

gien. Un peuple qui sait lutter pour sa liberté, aura aussi la force de souffrir.

Je dénie seulement d'une manière formelle et catégorique à la Délégation Soviétique tous droits de parler au nom du peuple géorgien maintenu par la force au sein de l'U.R.S.S.

En vous priant, Monsieur le Président, de bien vouloir communiquer ce qui précède à la Commission Préparatoire de la Conférence du Désarmement, je saisis cette occasion de vous présenter les assurances de ma très haute considération.

A. TCHENKELI,

*Envoyé extraordinaire
et Ministre Plénipotentiaire de Géorgie
en France.*

Le Problème de l'Ukraine

Deux faits suffiraient à faire ressortir l'importance du problème ukrainien :

D'abord, l'étendue de son territoire. Elle dépasse celle de la France; ensuite, le chiffre de sa population. Celui-ci atteint 30 millions d'habitants.

Mais la situation de l'Ukraine au bord de la Mer Noire, son extrême fertilité, la richesse de son sol, encore peu fouillé, suffisent à expliquer pourquoi les maîtres des territoires qui l'avoisinent au Nord, les Russes, voient d'un œil si malveillant ce grave problème : l'indépendance de l'Ukraine.

Quelques chiffres, établis avant la guerre, permettront d'estimer ses richesses naturelles.

Céréales.

La moyenne des récoltes (de 1911 à 1925)		
atteint	Quint.	275.000.000
Betteraves		100.000.000
Pommes de terre		60.000.000
Tabac	Kilos	65.000.000
(dont 22.000.000 de qualité supérieure).		
Graines oléagineuses	Quint.	6.000.000
Chanvre		1.000.000
Lin		600.000

Vigne.

Raisin	Quint.	1.000.000
donnant près de 500.000 hectolitres de vin.		

Elevage.

Chevaux		8.100.000
Bêtes à cornes, moutons et chèvres		27.600.000
Porcs		6.300.000

Houille.

L'Ukraine possède un vaste bassin houiller et la majeure partie des fameuses mines d'anthracite du Donetz. Sa production en charbons avoisine celle de la France.

Mines.

L'Ukraine possède d'importantes mines de fer (Krivoïrog et Kertch). Leur production annuelle varie de 5 à 7 millions de tonnes de minerai. Sa production de manganèse est la troisième du globe (après le Caucase et les Indes).

L'énoncé succinct de ces richesses suffit à démontrer que, sur son sol, l'Ukraine doit voir se développer un jour une industrie considérable.

Pourquoi donc ce développement ne s'est-il pas encore produit ? C'est parce que la politique de concentration des gouvernements tsaristes a peu favorisé ce pays. Mais voici de nouveaux maîtres, les bolcheviks de Moscou. Hélas ! ils suivent la même politique et ne s'en cachent même pas. Ouvertement leur presse publie que dans leur politique économique ils considèrent l'Ukraine comme une sorte de colonie (voir *Bolchevik*, février 1928).

Industrie.

Et cependant, en dépit de la politique de servage qu'elle suit. L'Ukraine possédait, avant la révolution, une vingtaine d'usines métallurgiques et plus de 50 hauts-fourneaux. Rien que pour l'industrie des machines agricoles, on comptait 80 fabriques dont la production atteignait une valeur de 150 millions de francs.

Les céréales sont exportées à l'état naturel. Cependant l'industrie de la Minoterie y est prospère : il existe plus de 800 grands moulins et 50.000 petits moulins.

L'industrie de l'alcool eut récemment encore une importance considérable : l'Ukraine produisait le quart de l'alcool fabriqué dans tout l'Empire Russe.

Mais c'est l'industrie sucrière qui était la plus florissante. En 1925, sur les 265 sucreries de l'Empire Russe, l'Ukraine, à elle seule, en possédait 222. C'est qu'en effet, son sol est particulièrement favorable à la culture de la betterave et celle-ci progressait d'une façon si remarquable qu'en 10 ans (1905 à 1915) elle avait augmenté de 100 %.

Cette activité économique, d'ailleurs, n'en était encore qu'à ses débuts. Et voici que les événements tragiques de la Grande Guerre et de la Révolution Russe, voici surtout qu'une domination lui imposant un régime absurde et improductif a arrêté les progrès de ce pays. L'Ukraine n'attend que des conditions politiques propices pour effectuer un redressement rapide.

Quelles sont ces conditions ?

C'est ici que se heurtent deux thèses contraires.

La thèse de l'indépendance et de la liberté, d'abord. C'est celle des Ukrainiens. Ils affirment que leur pays ne peut se développer, pour le mieux de ses intérêts, qu'en s'organisant en état indépendant. C'est la thèse classique de la Liberté avec toutes ses conséquences basées sur l'expérience séculaire des peuples : un pays ne donne toute la mesure de son génie et de ses forces naturelles que dans la liberté.

En face, se dresse la thèse de l'asservissement à un autre peuple. C'est celle de la Russie des Tsars et des Soviets. Les Russes prétendent que

l'Ukraine est si intimement liée à eux, que la détacher, ce serait porter un coup mortel à l'Ukraine elle-même. Mais, sous cette thèse d'apparente sollicitude, il est facile de découvrir le véritable mobile de ses partisans : c'est qu'au fond d'eux-mêmes les Russes craignent que, sans la laborieuse Ukraine, il leur soit plus difficile de vivre.

On peut, cependant, calmer ces craintes. M. Timochenko, recteur de l'Université Ukrainienne de Prague, économiste de haute valeur, a consacré une étude spéciale à cette question. D'après lui, on a singulièrement exagéré la réalité des faits dans cette fable que l'Ukraine nourrissait *toute* la Russie. 10 % seulement de la production des céréales de l'Ukraine étaient envoyés en Moscovie, le reste était expédié en Europe Centrale et en Europe Occidentale. Il est même à remarquer que sur les 10 % de la Russie, une grande partie était envoyée dans le Nord aux provinces qui sont devenues les Etats baltiques, aujourd'hui détachés de la Russie. On pourrait en dire autant en ce qui concerne l'élevage et l'exportation du bétail en Russie.

Quant à la métallurgie, celle de l'Ukraine, non seulement ne dépendait pas de la Moscovie, mais elle faisait, au contraire, une forte concurrence aux métallurgies du Nord.

Seule, l'industrie sucrière avait un important débouché en Russie. C'est d'ailleurs, la raison pour laquelle l'exportation du sucre à l'étranger fut entravée par les gouvernements tsaristes.

Les Russes cherchent à persuader aux Ukrainiens qu'il faut renoncer à l'idée de voir leur pays retrouver l'indépendance. Ils insistent sur ce fait qu'une grande quantité de paysans ukrainiens émigraient chaque année soit en Sibérie, soit en Asie Centrale, et que, par conséquent, en se détachant de la Russie, l'Ukraine ne saurait où écouler cet « excédent » de population. Mais les économistes ukrainiens assurent que cette émigration des paysans d'Ukraine ne pouvait constituer un avantage pour le pays, et était, tout au contraire, une des causes de la lenteur du développement de l'industrie ukrainienne. La densité de la population est loin du développement de l'industrie ukrainienne. La densité de la population est loin d'être excessive; son augmentation servirait à l'intensification de sa vie économique.

En résumé, il n'existe aucune raison d'ordre économique qui permette de condamner l'Ukraine à devenir une colonie de la Russie.

Ce n'est que par une énorme exagération que les Russes prétendent quelquefois que, sans l'Ukraine, ils ne peuvent vivre. La vérité, c'est qu'en dehors de l'Ukraine, la Russie possède d'immenses richesses. Pourquoi ne fait-elle pas l'effort nécessaire pour en tirer un parti suffisant ? Précisons. Les plaines de la Volga ne lui appartiennent-elles pas ? Ne sont-elles pas d'une grande fertilité ? Et les terres de la Sibérie ? Pourquoi la Russie les laisse-t-elle, en généralité, incultes ?

Il faut le reconnaître : si les Russes s'opposent à l'indépendance de l'Ukraine et à sa séparation, c'est avant tout pour des raisons d'ordre exclusivement politique. Ils se sont tellement habitués à considérer ces contrées comme leur domaine, qu'ils sont incapables de comprendre que les temps sont changés. Si autrefois, le Tsar a pu tenir sous sa domination tous les peuples qui faisaient partie de l'Empire Russe, c'est parce qu'à la suite des luttes épuisantes du Moyen Age et des deux derniers siècles, ces peuples s'étaient enlisés dans une apathie devenue séculaire. Mais voici que des événements formidables ont tout bouleversé : la Guerre mondiale, la

Révolution ont ranimé tous les courages et toutes les énergies. Le peuple Ukrainien a prouvé son ardent patriotisme, sa volonté de vivre libre et de conquérir son indépendance. Dès lors, peut-on arrêter la marche de l'histoire ? Peut-on imposer de nouveaux fers à un peuple qui compte des dizaines de millions d'hommes ?

Est-ce à dire que les Russes et les Ukrainiens sont condamnés à une lutte éternelle ? Non pas. L'esprit de conciliation doit intervenir des deux côtés. Il rendra possible l'établissement de rapports de bon voisinage entre l'Ukraine et la Russie. L'indépendance de l'Ukraine ne doit pas être un obstacle aux relations économiques et politiques des deux peuples.

L'Europe n'a-t-elle pas sous les yeux l'exemple de pays qui se trouvaient sous la domination d'un autre pays et qui vivent en bonne intelligence avec leur maître d'autrefois ? La Tchéco-Slovaquie — ancien royaume de Bohême asservi pendant des siècles — ne vit-elle pas en paix avec l'Autriche ? La Finlande, les Etats Baltiques de Lettonie et d'Esthonie ne vivent-ils pas en voisins avec la Russie des Soviets.

Après l'ère des bouleversements, il faut établir la paix — et une paix durable — dans l'Est Européen. Cette pacification, tout le monde la désire. Elle nous donnera enfin la possibilité de nous rapprocher réellement des pays de l'Est et de la Mer Noire. Pour les relations économiques que la loi du progrès nous impose d'organiser en Europe, elle est indispensable.

Or, l'établissement d'une Ukraine indépendante est un des piliers de cette paix future. Jusque là, la stabilité politique de l'Est Européen ne sera pas réalisée.

La guerre mondiale a aboli plusieurs siècles d'histoire et a bouleversé l'organisation politique, économique et sociale de l'Est. L'effondrement des trois grands empires russe, austro-hongrois et ottoman a fait naître ou revivre des Etats nouveaux. La disparition du Tsarisme, qui tenait sous sa domination les peuples disparates de la Russie, a posé les problèmes de la Pologne, des Etats baltiques (Lithuanie, Lettonie, Esthonie), de la Finlande et de l'Ukraine. Tous ont reçu leur solution.

Pourquoi seule la question de l'Ukraine reste-t-elle en suspens ?

Eluder le problème, ce n'est pas le résoudre. Le problème ukrainien est posé devant l'Europe. Il faut le résoudre.

Emmanuel EVAIN.

*Ancien Président du Conseil Municipal
de Paris,
Député de Paris.*

LE « MERVEILLEUX GÉORGIEN »

— Je l'ai autrefois connu, votre Staline, nous disait récemment un de ses anciens amis, actuellement réfugié à Paris, je l'ai connu jadis; il n'était alors que Zozo Djougachvili, un tout jeune homme, joyeux et enthousiaste. Je me rappelle qu'un soir — il y a déjà 30 ans de cela — après une promenade aux environs de Tiflis, il se dressa soudain sur la vieille muraille qui domine la ville et lança dans l'air crépusculaire les vers sonores de Roustavéli :

*Un lâche vaut-il mieux qu'une commère qui excelle ?
La gloire ! c'est là la conquête la plus belle...*

Et après un court silence, les yeux fixés sur la forteresse de Metekhi, il ajouta, mélancolique :

*La terre emporte tout, défaites et victoires,
Mais la mort glorieuse prime la vie sans gloire.*

Ne contestons pas la véracité de ce récit. Il est vraisemblable. Staline a poursuivi avec acharnement le rêve dont, paraît-il, il était obsédé depuis sa plus tendre jeunesse. Il a atteint enfin la gloire, mais à quel prix ? Au prix de la destruction de sa propre patrie.

L'invasion de la Géorgie par les forces bolchévistes a fait couler beaucoup d'encre. On sait du reste que Lénine était opposé à ce coup de force, non pas, certes, qu'il fut plus humain ou qu'il eut plus de scrupules en présence d'un crime à accomplir, mais il avait plus d'esprit et de perspicacité. Il prévoyait que l'occupation de la Géorgie n'était pas de nature à lui faciliter la tâche qu'il s'était tracée pour sa politique mondiale et un attentat à ce point cyniquement injuste ne pouvait que provoquer une réprobation unanime dans le monde. Mais Staline était là. Il avait la claire vision du rôle qu'il pouvait jouer dans une Russie ébranlée de fond en comble. Qu'était-il pour la Russie ? Un étranger. Mais avec l'entrée volontaire ou forcée de la Géorgie dans le giron de l'Union Soviétique, il devenait un Russe, un citoyen de la nouvelle patrie, soi-disant prolétarienne et par conséquent il pouvait occuper n'importe quelle place dans la hiérarchie soviétique; il le pouvait sans choquer le moins du monde les susceptibilités patriotiques de qui que ce fût. C'est là qu'il faut chercher la véritable cause qui a déterminé l'invasion et puis l'occupation de la Géorgie. Naturellement, il y avait, cela se conçoit, d'autres motifs encore, d'ordre politique, économique et stratégique, mais il n'en est pas moins vrai que l'ambition démesurée et malade de Staline a joué dans cette sanglante histoire un rôle non moins important. C'est lui, le grand coupable, lui qui a déchaîné l'invasion, lui qui a abattu la République de Géorgie, lui qui a incorporé le pays dans l'Union Soviétique et qui, en 1924, a fait fusiller cinq mille Géorgiens. Jamais un Russe, à quelque parti qu'il appartint ne se serait décidé à un crime aussi abominable. Staline lui, n'a pas hésité. Il a voulu se montrer « un pur », un sans-patrie, un véritable exemple pour les adeptes de sa néfaste théorie, et il n'a pas hésité à porter la lame de son poignard au cœur du peuple qui lui avait donné le jour.

Staline est taciturne. Il cache ses desseins ainsi que ses tourments moraux, si tant est qu'il en éprouve. Depuis 8 ans, il n'a pas dit un mot du crime qu'il avait ourdi lui-même; aussi était-on curieux de savoir quelle justification il apporterait en ce qui concerne l'agression russe contre un Etat libre et indépendant, reconnu comme tel par la Russie Soviétique elle-même. Et voilà que Staline vient de rompre ce silence. M. Henri Barbusse nous rapporte dans son livre, récemment paru sous le titre : *Voilà ce qu'on a fait de la Géorgie*, la conversation qu'il a eue avec le dictateur actuel de la Russie :

« J'ai vu Staline à Moscou, raconte-t-il; j'ai parlé avec lui pendant de longues heures dans son vaste bureau, nu et inhabité, où il se tient près de la fenêtre. Cet homme, revêtu d'un uniforme de sous-officier, sans insignes, et qui a l'air de toujours sourire, parle posément et doucement,

toujours du même ton, les yeux fixés sur de petits dessins qu'il crayonne sans arrêt sur un papier. Il m'a expliqué toute la structure des événements de fond en comble. Il en ressort ceci : les Mencheviks n'avaient pas respecté les engagements, le prolétariat était trahi, la révolution était assaillie de toutes parts par les armes. Pouvait-elle ne pas se défendre ?

Il me demanda : N'était-ce pas un droit ?

Je lui ai répondu : C'était un devoir. »

Voilà ce qui est clair. Ecraser un Etat libre ce serait un droit, voire un devoir ! Nous savons maintenant de la bouche même de Staline les raisons qui l'ont déterminé à ce méfait.

Il prétend que « les Mencheviks n'avaient pas respecté les engagements ». Quels engagements ? Nous ne connaissons qu'un seul traité, celui qui fut conclu le 7 mai 1920 entre la Géorgie et la Russie. Mais Staline voudrait ignorer la Géorgie, il se dérobe à la vue de l'image mutilée de sa patrie, il préfère avoir affaire à un parti politique. Le procédé est puéril pour faire oublier par là le sort de la nation géorgienne et il ne saurait jamais induire en erreur l'opinion publique européenne. Mais, admettons que « les Mencheviks n'avaient pas respecté les engagements ». Et les preuves ? Les preuves ! c'est que « le prolétariat était trahi ». Quel prolétariat ? S'il s'agit là du prolétariat géorgien, force est bien de reconnaître que c'est une question de législation intérieure du pays et la Russie, en tant que pays étranger n'avait rien à y voir. Elle avait reconnu *sans réserve* la souveraineté du peuple géorgien et pris l'obligation de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures du pays. Si Staline entend par là les intérêts du prolétariat mondial, l'accusation est plus fantaisiste encore et non moins stupide. Staline ajoute : « La révolution était assaillie de toutes parts ». Si, la folle politique de Moscou provoque une réprobation unanime du monde civilisé, la faute en incombe à la Géorgie ! Voilà encore un grief non moins stupide. N'importe, toutes ces raisons — et nous les avons énumérées toutes — créent un droit, voire un devoir, d'envahir un pays libre et de le réduire en esclavage.

N'insistons pas. Convenons que Staline parle comme il sied à un homme d'Etat — Etat soviétique s'entend. Mais le point de vue soviétique est depuis longtemps connu. Il était connu dans le monde avant la naissance même du Léninisme. Lafontaine nous en a donné une leçon dans la fable *Le loup et l'agneau*. Il n'y a pas là une virgule à déplacer. Le loup russe se jette sur l'agneau géorgien et :

Qui te rend si hardi de troubler mon breuvage ?

Dit cet animal plein de rage,

puis il l'emporte et le mange. Pourquoi chercher d'autres raisons ? « La raison du plus fort est toujours la meilleure ». Ce n'est pas la conception soviétique qui nous intéresse, mais plutôt le mobile de Staline. Mais sur la cause de sa déchéance morale il se tait. Il est prudent.

Il n'est pas aveugle cependant.

Du haut de l'Olympe Soviétique il voit monter les vagues du sentiment populaire qui menacent d'emporter son trône, il entend le grondement du mouvement national en Ukraine, au Caucase et au Turkestan ; il s'aperçoit que la marche triomphale de la liberté n'est pas un vain mot et ne peut s'arrêter aux confins des Etats Baltes et de la Pologne. De cette claire vision, sa conscience coupable s'aiguise. Et pour se justifier, il s'efforce maintenant

de prouver que ce qu'il a commis envers la Géorgie n'est en somme qu'un acte nécessaire, non pas pour lui et pour sa carrière politique, mais pour le bonheur du peuple géorgien lui-même. Tâche difficile, confiée à l'éloquence de M. Henri Barbusse. Le fougueux bolchevisant entreprend de prouver au monde que, au XVIII^e siècle, la Géorgie s'est rapprochée de la Russie et que « ce rapprochement du gros et du petit eut pour conséquence, selon les lois de la gravitation historique, l'annexion de la Géorgie par la Russie en 1801 » (p. 80), et qu'en 1918, les dirigeants géorgiens « n'avaient aucun droit respectable à faire valoir, ne représentaient que leur propre ambition, n'apportaient que des éléments de désordre et de ruine, et qu'ils ont joué une grossière comédie » (p. 128).

Telles sont les prémices; une conclusion s'impose : la ruée des hordes bolchevistes sur la Géorgie n'a été qu'un acte de noblesse et l'annexion du pays à la Russie n'est qu'un bonheur pour le peuple géorgien. On peut mépriser la logique de M. Barbusse dont la mentalité démagogique s'accommode trop bien des méthodes spoliatrices du bolchevisme russe pour qu'on en ait autrement souci, mais en réalité, c'est Staline qui parle, c'est « le merveilleux géorgien » qui voudrait passer l'éponge sur son méfait et se maintenir sur le trône soviétique. Il fausse la situation et nous oblige de relever les points les plus saillants.

« Les lois de la gravitation historique ne disent rien et ne peuvent donner le change aux faits. La Géorgie, au XVIII^e siècle, ne touchait même pas les frontières russes. Entre elle et la Russie il y avait tout un Etat indépendant — le Caucase du Nord. Comment donc l'armée russe put pénétrer en Géorgie et occuper Tiflis ? Est-ce par la voie des airs ? Que non ! l'aviation n'était pas encore née. C'est en vertu d'un traité dûment conclu, en 1783, entre Catherine II, impératrice de Russie, et Irakli II, roi de Géorgie, que les Thermopyles du Caucase furent ouvertes aux Russes. En vertu de ce traité, la Géorgie devenait l'alliée militaire de la Russie (ce qui avait pour la Russie une grande importance dans sa lutte séculaire contre la Perse et la Turquie). La Russie, d'autre part, assumait toute une série d'obligations envers le trône, le peuple et l'intégrité territoriale de la Géorgie. Qu'est-il advenu depuis ? On le sait. La Russie s'est appliquée à détruire brutalement toutes les assises nationales et sociales de la Géorgie pour l'annexer ensuite, en 1801, par un acte unilatéral et contre la volonté unanime du peuple. Toutes les insurrections qui s'ensuivirent furent étouffées et noyées dans le sang, et la malheureuse Géorgie continua à se débattre dans les griffes de la Russie pendant un siècle. Quoi d'étonnant ou d'anormal si elle put recouvrir ses droits imprescriptibles et si elle proclama son indépendance le 16 mai 1918 ? « La loi de la gravitation » peut exister et agir de telle ou telle façon, mais elle ne peut annuler un traité international, ni conférer à un acte perfide et illégal une sanction de droit.

Passons à la « grossière comédie ».

Le 26 mai 1918, la Géorgie proclama son indépendance et se mit fiévreusement à la reconstruction de sa vie nationale. On insinue que ses « dirigeants ne représentaient que leur propre ambition ». Rien de semblable. Ce qu'on peut à juste titre reprocher au parti social-démocrate géorgien alors au pouvoir, c'est plutôt sa lenteur et son indécision à proclamer la rupture définitive d'avec la Russie. Mais la pression de la volonté du peuple a été si forte que le parti au pouvoir n'avait d'autre choix : il devait, ou proclamer l'indépendance ou céder la place aux autres. En tout état de

cause, la question de l'indépendance a été posée au peuple lui-même et dans des conditions qui garantissaient sa liberté politique. Par le suffrage universel, le peuple exprima sa volonté et donna la sanction suprême à l'acte de l'indépendance. Pas un adversaire ne fut élu. La liste électorale bolcheviste où figurait — sauf erreur — Staline lui-même, échoua piteusement. Sans être précisément de grands admirateurs de la doctrine socialiste, il faut cependant reconnaître que le parti social-démocrate déploya à l'époque une grande énergie créatrice et cela, dans des conditions extrêmement difficiles. La grande guerre n'était pas encore finie, le pays se trouvait coupé de l'Occident et pris dans les tenailles de deux empires aux abois : entre la Russie et la Turquie. Par surcroît, il était infesté d'agents de Moscou qui, jouissant de toute liberté, fomentaient des émeutes et créaient toutes sortes de difficultés. En dépit de ces obstacles, le gouvernement sut activer le rythme du redressement national. Il organisa l'armée, l'administration, la justice, l'instruction publique, les finances; il réalisa une grande réforme agraire, convoqua l'Assemblée constituante élue au suffrage universel et dota le pays d'une constitution à base démocratique. L'horizon s'éclaircissait et le peuple, tout heureux d'avoir recouvré son indépendance, allait emboîter le pas à la démocratie européenne. Et c'est cette renaissance de tout un peuple qu'on ose, aujourd'hui, appeler du nom de « grossière comédie ». Comédie, soit, mais cette « comédie » était infiniment plus noble et plus conforme à la dignité humaine que la sinistre « tragédie moscovite », faite de destructions et de massacres au nom d'un « idéal » fantaisiste, irréalisable et insensé lequel jusqu'à présent n'a engendré que des souffrances, des larmes et du sang. Quoi qu'il en soit, la Russie n'avait aucun droit de se mêler des affaires de la Géorgie, d'autant plus qu'elle en avait pris une obligation solennelle. Comédie ou non, la Géorgie était dans son droit de jouer sa pièce à elle, dans toute la plénitude de sa souveraineté. Mais c'est cette souveraineté précisément qui a paru insupportable. Serait-ce pour la Russie ? Non, nous ne le croyons pas. La Russie est suffisamment vaste, elle possède plus de terre et de richesses qu'il n'en faut pour sa prospérité. Non, elle était insupportable pour Staline et sa bande qui, avec la souveraineté de la Géorgie, perdaient du terrain en Russie. Battu et chassé de Tiflis, Staline prit pied à Moscou et dès lors, il donna libre cours à sa haine et à son esprit de vengeance. Il sacrifia sa patrie à la doctrine et il se fraya un chemin vers le trône de Pierre le Grand.

On n'ignore pas que Staline a joué un grand rôle dans la révolution russe. Lénine l'avait marqué du sceau de sa prédilection et il lui avait confié dès le début de la révolution le poste le plus important et le plus difficile qui fut, celui de secrétaire général du parti bolchevik. A ce poste, Staline donna la mesure de son génie d'organisateur. On peut dire sans exagération que s'est à lui que le parti bolchevik doit en majeure partie son triomphe. Il couvrit tout le pays de filiales et de cellules, il établit une discipline de fer dans le parti, composé presque tout entier d'hommes incultes, sans foi et sans idéal. Ce n'est pas sans raison que Lénine fit ce choix. Il est vrai qu'on parle beaucoup de son testament dans lequel il exigerait l'éloignement de Staline du poste qu'il occupe, mais ce testament, s'il n'est pas faux, se rapporte à la période où Lénine avait perdu toute lucidité d'esprit. Quoi qu'il en soit, Staline devint le maître de l'Olympe soviétique. Il voit se dérouler à ses pieds l'étendue infinie de la Russie et il se croit un nouveau Jupiter. Dans les moments de crise intérieure ou de complications inter-

nationales, il fulmine et envoie ses foudres à ses adeptes égarés, aussi bien qu'aux adversaires du régime soviétique. Les dieux ou demi-dieux tremblent ou s'éclipsent au froncement de ses sourcils. Trotski est précipité dans l'enfer du monde « bourgeois » et « capitaliste », Radek, Zinoviev et Kamenev rampent on ne sait trop dans quel royaume des ténèbres; on déclare déjà que le même sort va frapper Rykov, Boukharine et quelques autres immortels. Ce n'est pas tout. Staline croit ou feint de croire que la Russie s'achemine à pas de géant vers la réalisation complète de la doctrine léniniste et il menace l'Angleterre qui barre la route à cette marche triomphale. Que peut donc bien représenter pour lui la petite Géorgie, pays minuscule ? Rien ! en réalité. Et s'il entend quelque clameur de détresse du peuple courbé sous sa fêrule, il se renfroge et aussitôt des nuages commencent à s'amonceler sur l'horizon du Caucase. Le Guépéou se met en branle et les camions-automobiles s'arrêtent, la nuit, devant la grille de la prison de Métékhi. On entasse dans les fourgons les prisonniers politiques, qu'on emporte en toute hâte hors la ville, et de ce moment on n'entend plus parler de ces malheureux. L'on dit cependant qu'un certain nombre se trouve relégué en Sibérie et aux îles Solovki... Pendant ce temps, à Paris, le vieux Milioukov se frotte les mains de plaisir et le jeune Kérénski, tout à la joie, danse le trépak russe. Paris... C'est là encore une source d'inquiétude. C'est là en effet que s'est réfugié le gouvernement légal de Géorgie, issu du suffrage universel du peuple et chassé du pays par Staline à l'aide des baïonnettes russes. A ce souvenir, Staline s'irrite, il appelle un Barbusse et lui dit :

— Prouve à l'Europe que l'Alsace a exactement le même droit à l'indépendance que la Géorgie.

Barbusse s'incline et prouve... Il prouve que la situation actuelle de l'Alsace n'est que la réparation du crime commis par l'Allemagne en 1871; quant au crime perpétré par la Russie contre la Géorgie en 1921, il attend sa réparation. L'analogie est parfaite. Barbusse est content, mais il est douteux que Staline soit satisfait d'une telle plaidoirie qui ressemble trop à un écrasant réquisitoire.

Non, la responsabilité de Staline défie toute défense. Le sort l'a placé à la tête d'un conglomérat de peuples qui n'ont d'autres aspirations que de briser la fêrule soviétique et d'entrer dans la famille des peuples civilisés. Il ne lui reste donc qu'un seul moyen pour sortir de l'impasse où il est acculé, c'est de tourner le gouvernail du navire d'Etat, de mettre le cap sur Genève, et d'y amener avec la Russie le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan.

Malheureusement, Staline n'est pas un homme de cette taille. Il ne l'osera jamais.

G. G.

Le naphte azerbaïdjanien et le trust anglo-américain

Depuis plus d'un an déjà circulaient des bruits concernant une future entente entre les trusts de naphte d'une part et entre ces mêmes trusts et les bolcheviks d'autre part. Aujourd'hui cette entente est un fait accompli. L'entente entre les Soviets et le groupe anglo-américain concernant le naphte azerbaïdjanien présente une importance non seulement économique, mais aussi politique. Ce fait, d'une importance exceptionnelle

est vivement commenté par la presse européenne aussi bien que par la presse d'outre-mer. De toute évidence cette entente intéresse avant tout les sphères économiques et politiques anglo-américaines, c'est donc autour de cette entente que se concentrent les discussions et la critique dans la presse, et dans les Parlements. Le texte de l'entente n'est pas encore publié, on le tient secret, ce qui n'empêche que les cercles intéressés sont plus ou moins au courant des bases de l'accord. Ce qui est clair, c'est que le Syndicat du naphthe soviétique devient automatiquement le co-associé du trust pétrolifère mondial. Les bolcheviks, ayant reçu une aide matérielle puissante, ont trahi leurs principes en marchant de pair avec les trusts capitalistes contre les intérêts des larges cercles consommateurs. De cette entente résulte une hausse de prix sensible sur les marchés de naphthe. D'après les journaux cet accord a été conclu pour 3 ans pendant lesquels le groupe anglo-américain s'assure l'achat annuel du pétrole et des masses lourdes pour une somme d'un million de livres sterling; or les Soviets ont pris l'obligation de ne pas vendre ces produits au-dessous des prix fixés par le trust. Le centre de gravité de l'entente se trouve certainement dans les traités conclus entre les syndicats anglo-américains, attendu que depuis plus de 10 ans ces syndicats luttèrent avec acharnement pour la possession du naphthe azerbaïdjanien. Aussi le présent accord a écarté pour trois ans cette concurrence entre les deux syndicats. La Standard Oil, Royal Dutch Shell et le trust anglo-persan sont de fait les maîtres de tout le naphthe mondial et réalise un bénéfice beaucoup plus grand que le syndicat du naphthe soviétique lequel, en raison de cette entente, se trouve dans une situation dépendante dudit trust. Que se passe-t-il donc derrière les coulisses de l'entente entre les syndicats anglo-américains? On n'ignore point qu'en 1923 la Royal-Dutch conclut un traité avec les bolcheviks pour l'achat de 100.000 tonnes de naphthe (cf. *Petroleum Times* du 26 mai 1923), que ce trust continua l'achat de naphthe jusqu'à la fin de l'année 1925, et que simultanément ce trust entretenait des pourparlers pour s'assurer le monopole d'achat du naphthe azerbaïdjanien; or ces pourparlers furent subitement suspendus lorsqu'en 1927 parut une communication annonçant que la Standard Oil of New-York avait conclu un traité pour 5 ans avec les Soviets, s'engageant à acheter 100.000 tonnes de naphthe par an, afin de le vendre à Stamboul, à Port-Saïd et à Colombo. Ce traité portait un coup sensible à la Royal-Dutch, attendu que les Américains ayant en leur possession un naphthe bon marché devenaient par le fait des concurrents bien dangereux dans le Proche-Orient où ils pouvaient ainsi s'emparer facilement de ce marché. Il en résulta une lutte économique. Tout d'abord la Royal-Dutch diminua les prix du naphthe sur ces marchés et elle entreprit, d'autre part, une agitation contre ledit traité dans toute la presse européenne. La Royal Dutch appela le naphthe soviétique « le naphthe volé », se présentant ainsi en défenseur des droits des ex-propriétaires de ce naphthe, les invitant à s'unir et à former des syndicats et des groupements pour défendre leurs droits. Cette lutte continua jusqu'au début de l'année 1929 lorsque le syndicat américain comprit la nécessité de s'entendre avec son concurrent. Au cours de l'entrevue entre MM. N. Déterding et W. Bigglé, laquelle eut lieu en Ecosse, cette question fut l'objet d'un examen. La Royal-Dutch avait devant elle deux problèmes à résoudre : elle devait, ou bien s'entendre avec la Standart Oil, ou bien continuer encore la lutte. C'est alors qu'après

entente entre MM. Déterding et W. Bigglé les bases de la formation d'un trust anglo-américain furent posées et, conséquemment, le partage de fait du naphte azerbaïdjanien. Ce fut en même temps la fin de la lutte entre ces deux syndicats. Une forme légale fut donnée à cette entente après le voyage de M. Déterding à New-York et le monopole du naphte azerbaïdjanien passa de fait pour 3 ans dans les mains du trust mondial.

Quant aux bolcheviks, ils ont certainement retiré certains avantages matériels. Ayant eu un pressant besoin d'argent, ils n'ont pu faire autrement que d'accorder toutes sortes de concessions. Cependant, ce traité leur porte un coup moral et les déclarations orgueilleuses faites par le « Napht-Syndicat » affirmant qu'il régularise le prix du naphte en forçant les syndicats de naphte de baisser les prix dans l'intérêt des consommateurs, apparaissent aujourd'hui plus que naïves et déplacées. Malgré leurs phrases ronflantes sur la lutte contre les capitalistes, les Soviets sont forcés de s'incliner et d'accepter une entente avec eux, non sur un pied d'égalité, mais dans une situation dépendante d'eux. Les ex-propriétaires privés de leurs entreprises pétrolifères par le bolchevisme, doivent abandonner tout espoir de recevoir les importantes compensations promises si bruyamment lors de la période de lutte entre la Standart-Oil et la Royal-Dutch; ils devront se contenter des 5 % prélevés sur l'achat des trusts. Ceux-ci, apparemment, ne donneront que des sommes bien minimes, par suite de toutes sortes de déductions qui à leur tour ne manqueront pas de se produire au désavantage de chacun des anciens propriétaires.

SABIT.

Le Onze Mai

Le Onze Mai est le jour où les Montagnards, ayant longtemps subi le joug des tsars de Russie, recouvrirent leur indépendance. En ce jour mémorable, plus de trois millions de Montagnards annoncèrent leur existence au monde civilisé en constituant l'Etat indépendant Nord-Caucasien, dont les territoires s'étendaient de la Caspienne à la Mer Noire.

Mais le destin ne resta pas fidèle à ce peuple, petit par le nombre, mais grand par la noblesse de ses sentiments, lequel, depuis des siècles, luttait pour la défense de sa liberté sacrée, de ses traditions séculaires aussi bien que pour soulager les souffrances accumulées par les envahisseurs.

La Révolution de 1917 qui, au début, suivait son cours normal, dégénéra bientôt, avec le bolchevisme, en curée désastreuse, attendant à la paix et au calme dont ce peuple avait tant besoin pour consolider son indépendance.

Lorsque les idées impérialistes dont étaient également imbus les généraux réactionnaires et les chefs révolutionnaires abandonnèrent le terrain de la lutte intérieure pour celui de la lutte extérieure, le principe de la liberté des peuples commença à être remplacé par celui de l'asservissement. C'est ainsi que plusieurs peuples, et parmi eux ceux du Caucase du Nord, perdirent de nouveau leur indépendance.

L'histoire a enregistré, il est vrai, de nombreuses invasions de peuples que l'Asie déversa maintes fois sur l'Europe.

Mais des faits semblables constituent, de nos jours, un véritable *anachronisme*, surtout en l'état actuel d'évolution de la civilisation moderne : Que Moscou ait recommencé ses invasions des périodes barbares, cela ne fait aucun doute et mérite d'être pris en considération.

Quelle est donc la raison qui a poussé les Russes, que ce soit sous le régime tsariste ou sous celui des Soviets, à chercher le bonheur, non pas dans la prospérité de leur propre foyer, mais dans les malheurs des autres peuples ?

En présence de ce fait, nous sommes amenés à établir une corrélation étroite entre la doctrine impérialiste du tsarisme et le programme fantastique des leaders bolcheviks. Lorsque nous voyons les partis nationalistes russes à tendances ultra-libérales préconiser et prêcher la même politique de conquête que par le passé, nous ne pouvons nous empêcher de maudire le destin qui a fait de nous un peuple voisin de tels ennemis.

En cette saison de printemps, alors que la nature renaît dans son entier à une vie nouvelle, le mois de Mai rappelle aux peuples assujettis à la domination russe le souvenir d'une indépendance perdue. A cette occasion, qu'il nous soit permis de rappeler aux intellectuels russes que la Russie ne trouvera de vrai bonheur qu'à l'intérieur de ses propres frontières, et non pas en Ukraine, au Turkestan, ni au Caucase, pays qui ne reconnaîtront jamais la suprématie russe.

Vouloir enlever notre liberté, et repousser en même temps nos justes réclamations par des moyens brutaux, c'est là un expédient tellement chimérique et anormal que seules des conséquences anormales peuvent en résulter. Le régime bolchevik ne tardera pas à sombrer; il disparaîtra comme a disparu le régime tsariste. Et la lutte pour l'indépendance continuera jusqu'à ce l'on en ait enfin compris son caractère sacré. Est-il besoin d'ajouter que la réalisation de cette indépendance n'est pas très éloignée.

Depuis neuf ans, le Onze Mai, notre jour férié, nous trouve en deuil. Nous ne pouvons pas aller plus vite que le temps et prévoir ce que sera le dixième anniversaire de ce jour mémorable. Mais ceux qui étudient de près la situation intérieure de la Russie, ceux qui suivent avec attention l'évolution des crises politiques et économiques dans ce pays, envisagent déjà l'arrivée de cet anniversaire avec plus d'espoir.

A l'heure actuelle, la situation politique en Russie est aussi précaire que la situation économique. Le régime qu'on applique dans cette prison de peuples est celui de la terreur la plus sanglante. Aucune vitalité ne se manifeste; le peuple est moralement malade, et quant à l'armée rouge, sans idéal, elle n'est plus qu'un corps décoratif. Dans le Parti, unique soutien du communisme, on trouve une infinité de nuances, exception faite du communisme; de plus, à mesure que l'on s'éloigne de la capitale, les tendances séparatistes des nationalistes se font sentir de plus en plus. C'est pourquoi la réforme de l'organisation du parti au Caucase, en Ukraine et au Turkestan est l'un des problèmes des plus importants qui se posent à l'heure actuelle.

Il est à noter qu'au cours de cette longue période de deuil de neuf ans, certains événements se sont accomplis à notre faveur. Dans ce nombre, il en est un surtout qui est important pour nous : c'est le problème même de ce qui constitue l'U.R.S.S., problème qui est désormais sorti du domaine du

mystère. Le monde entier sait aujourd'hui que cette immense étendue de territoire qui renferme la moitié de l'Europe et une grande partie de l'Asie n'est pas seulement habitée par des Russes, mais encore par d'autres peuples, aussi importants et aussi civilisés, et que les 30 millions et plus d'Ukrainiens, les 10 millions de Caucasiens, la dizaine de millions de Turkestaniens diffèrent totalement des Russes, tant au point de vue ethnique que sociologique et qu'ils sont parfaitement dignes de faire partie de la communauté des Etats civilisés. L'importance de cette vérité apparaît d'autant plus d'un jour à l'autre que l'existence d'une immense Russie est un grave danger pour la sécurité de l'Europe et plus encore peut-être de l'Asie.

Le seul moyen de préserver la civilisation mondiale contre l'invasion rouge, que ce soit sous une forme panslaviste ou sous la forme bolcheviste, c'est de reconnaître le droit à l'indépendance des peuples qui souffrent sous le joug des Soviets. Lorsque l'on constate la situation faite à la Pologne, à la Lithuanie et à la Finlande dans le concert des peuples, il est impossible de ne pas accorder le même droit aux Ukrainiens, aux Caucasiens et aux Turkestaniens. Si l'on veut véritablement assurer la paix, il faut d'abord accorder à ces peuples leur indépendance. A cet avantage déjà considérable s'en ajouterait une autre : c'est que la libre existence de ces différents peuples favoriserait le développement économique du monde.

C'est pourquoi nous sommes convaincus, qu'en défendant notre cause, nous défendons aussi celle de l'humanité et de la civilisation, et que nous luttons non seulement pour nous-mêmes, mais encore pour la paix et la prospérité universelles. C'est cette conviction qui entretient en nous la foi et l'espérance.

Paris, Mai 1929.

S. SCHAMYL.

Grands Russiens

Depuis longtemps déjà on a remarqué que les Russes, quels qu'ils soient, n'aiment pas qu'on les désigne sous le nom de Grands-Russiens. Ils vont même jusqu'à considérer cette appellation comme une offense. Pourquoi cela ? demanderez-vous. Quelle en est la cause ?

Il serait difficile de le dire, bien que d'un passé tout récent, une chose soit claire : c'est qu'à l'époque, les mots « Russie » et « Russe » se complétaient : le mot Russie laissait entendre tout ce qui constituait l'Empire ; le mot Russe, tous les peuples le composant, et ces deux phénomènes découlaient d'un troisième : de l'absolutisme des Romanov. Ainsi, ces trois inévitables attributs de l'Etat : territoire, population, pouvoir, se trouvaient là.

Très instructif, par exemple, le fait qu'à la tribune de la Douma d'Empire, ces deux appellations : le peuple *russe* et le peuple de *Russie* se croisaient fréquemment. Le mot « nation » n'était pas en grand honneur, du fait même qu'il ne venait à personne l'idée de liberté nationale dans un pays autocratique et qu'il se sentit citoyen au lieu de serviteur de Sa Majesté. En un mot, il était facile de constater que les *droitiers* ou fervents russificateurs, avaient recours, pour désigner la population de la Russie, à l'expression « peuple russe », alors que les partis de *gauche* employaient

l'expression « peuple de Russie ». Cela indiquait visiblement que les premiers estimaient le processus de russification des peuples comme terminé, alors que les seconds le considéraient comme encore non terminé.

Dans le même temps, on aurait pu entendre, évidemment, les appellations désobligeantes suivantes : « indigènes », « allogènes », « Jides », « Gens du Caucase »... M. Stolypine, par exemple, appelait les Ukrainiens des indigènes, ce qui, à vrai dire, était déjà un progrès. Mais glissons sur ce sujet pour le moment; l'on sait que le mot « Ukrainiens » n'était pas usité à l'époque, on les désignait simplement sous le nom de *Petits Russiens*, par opposition aux *Grands-Russiens* et ces deux peuples se fondaient ainsi en un peuple unique, le peuple russe.

Ces quelques souvenirs du passé sont provoqués par l'exposé détaillé objet d'un rapport, suivi d'une discussion, publiés dans l'hebdomadaire russe, les *Dni* de M. Kerenski. Le rapporteur et professeur M. Phédotov suscite d'autant plus d'intérêt qu'il s'efforce d'envelopper l'impérialisme grand-russien dans une formule théorique, à la fois simple et même harmonieuse si l'on veut, contenue dans les mots: Grande-Russie, Rouss et Russie.

M. Phédotov rejette l'équivoque byzantine et déclare bravement : « Les intellectuels russes se défendent de tout sentiment grand-russien comme étant par trop étroit et comme manquant de dignité », ce qui déplait au rapporteur. « Et cependant sans une renaissance de la Grande-Russie, déclare-t-il, *l'unité de la Russie ne peut être conservée* », et il explique : « La Grande-Russie a construit l'Empire, elle l'a nourri de son sang, de sa population, de ses capitaux. »

M. Phédotov évite, comme d'habitude, de répondre aux questions suivantes : A combien est revenue aux autres cette « construction » de la Grande-Russie ? Combien de « sang » a été versé en plus par les peuples subjugués, par comparaison avec les Grands-Russiens ? Qui d'entre eux fut celui qui attaqua ? Lequel dut se défendre ? De combien de fois supérieurs étaient les « capitaux » étrangers engagés dans leur industrie ?

Dans le même temps, M. Phédotov est sincère; il dit : « Au cours de ces dix dernières années, une régression de la Grande-Russie, surtout dans le nord, est observée, tandis que les confins progressent, s'imposant de plus en plus à l'opinion publique ». Notre professeur est même sans pitié : « La révolution russe, ajoute-t-il, peut être considérée non seulement comme une crise politique et sociale, mais aussi comme *une crise du sentiment national russe*. En 1917, le peuple russe n'a pas voulu défendre la Russie ».

Que penser de tout cela ? Après de tels aveux, n'était-on pas en droit d'attendre que le *professeur-rapporteur* ferait les déductions qu'il convient ? Effectivement, si la Grande-Russie a regressé et si par contre les confins progressent, si le peuple russe n'a pu jusqu'à présent avoir le sentiment de la défense de son pays, j'aurais cru que M. Phédotov aurait dit à peu près ce qui suit : Prenant en considération ces trois faits, les peuples non-russes doivent être proclamés indépendants et les Grands-Russiens sont tenus d'établir avec eux des rapports amicaux dans l'intérêt général et pour le plus grand bien des deux parties. C'est aussi ce qui paraîtrait conforme aux grands principes de N. Mikhaïlovski : « Vérité », « justice », et à la logique qui de toute manière devrait être la même pour les « intellectuels » russes, aussi bien que non-russes.

Nous nous sommes trompés ! M. Phédotov, on ne l'a pas oublié, est pour une renaissance de la Grande-Russie et, sous ce rapport, évidemment, il a nos sympathies, mais cette renaissance, il la lui faut pour d'autres buts. Voyez plutôt : « *Le renforcement politique de la Grande-Russie est nécessaire pour l'existence d'un pivot autour duquel doit tourner tout un système de satellites* qui, avec l'affaiblissement du centre d'attraction, pourraient s'orienter vers une autre force centrifuge ».

Parmi ces « satellites », le plus rapproché et le plus intéressant est l'Ukraine. Ne croyez pas à une plaisanterie de ma part; M. Phédotov prêche aux Grands-Russiens ce qui suit : « Notre but consiste à garantir le développement de la culture ukraïno-petite-russienne, en tant que culture russe (*de là l'opposition grande-russienne, petite-russienne dans les limites de Rouss*). Rouss doit s'approprier tendrement les créations de la Petite-Russie, l'étude de la langue petite-russienne dans toutes les écoles russes tout en *repoussant son indépendance politique*. »

Vous croiriez peut-être que notre professeur trébuche lorsque tour à tour il reconnaît ou ne reconnaît pas la culture ukrainienne, puisqu'il la désigne aussi culture russe ? En réalité, il les met sur le même pied, comme autrefois Russes et Ukrainiens pour ne former de ces deux éléments qu'un seul et même peuple russe.

En ce qui concerne les autres « satellites », M. Phédotov déclare avec pathos : « Pour la Russie-Empire, il est indispensable, bien que dans des proportions moindres, d'inclure les œuvres créatrices des petits peuples dans le fonds commun de la culture russe. Leurs succès sont les nôtres. Point d'unisson, mais une *symphonie de Russie*. L'ancien titre impérial dévidant le rouleau de tous les peuples de la Puissance russe, doit rester le titre même de la Russie. »

Ainsi, la synthèse que voici est enfin trouvée; il y a : 1° Grand-russien, peuple dominateur; 2° Grand-russien et Petits-russiens, peuple russe; 3° Peuples russes et non-russes, peuple de Russie; voir plus haut en raccourci : Grande-Russie, Rouss, Russie.

Le lecteur, j'espère, ne m'en voudra pas de lui avoir fait connaître M. Phédotov, homme remarquable par son courage et par sa franchise; tous les points ont été mis sur les *i*, les gens de la droite fraternisent avec ceux de la gauche, les opprimés chantent des louanges aux oppresseurs, brebis et loups sont en parfait accord et la « symphonie » est prête.

Le plus savoureux de l'affaire, c'est que tout cela avait lieu sous l'égide des *Dni* et sous la présidence du directeur, M. Kerenski. Et voyez les phrases que le reporter lui prête : « M. Kerenski, qui présidait, a remercié M. Phédotov pour son rapport, particulièrement précieux, en raison de ses sentiments profondément patriotiques. »

Il y eut des interpellateurs, des socialistes-révolutionnaires connus qui partagèrent entièrement eux aussi les conclusions du rapporteur; toutefois il leur déplut de se voir dénommés Grand-Russien, attendu que cette dénomination leur est donnée, comme le dit l'un d'eux, par les *séparatistes*. Un deuxième disait : « Je pense bien que les Géorgiens, pas plus que les Arméniens ~~ne peuvent~~ nier que par comparaison avec la culture russe, leur culture est *provinciale* ». Quel dommage qu'il n'ait pas connu un fait beaucoup plus caractéristique, sans quoi il en aurait certainement fait état : Sous l'égide des « empereurs » il n'était pas possible, par exemple, de recevoir une instruction secondaire en langue géorgienne... Déjà dans

33772





les premiers mois de la révolution, c'est-à-dire avant la déclaration de l'indépendance, non seulement nous avons ouvert des écoles secondaires, mais encore nous avons créé une Université géorgienne. De ce fait, il nous a été possible de rétablir le lien d'instruction supérieure en Géorgie, brisé depuis la fin du XVIII^e siècle.

Ainsi qu'on peut le remarquer, le « profond sentiment national » de M. Kerenski et des autres n'est pas entièrement désintéressé. Ils ne nient point que les Non-Russes soient inférieurement en nombre aux Russes, dès lors l'on se demande comment ils parviendront à digérer tant de peuples ? Ont-ils donc oublié que le peuple russe n'a pas su, quant à présent, comment digérer la révolution ? Le temps n'est-il pas venu pour eux de se créer un foyer et d'y forger leur propre nation ?

Tout le mérite de M. Phédotov repose sur le fait qu'il a *indiqué aux Russes leur foyer*. Il est vrai qu'il dresse devant nous l'aigle bicéphale, qu'il nous menace de ses « armes », qu'il appelle à son secours les « mânes de ses pères », qu'il n'indique point la forme de gouvernement de « l'Etat russe », ce dont lui font grief les interpellateurs... Mais tout cela est peu de chose par rapport à la question : qui êtes vous ? Grands-russiens, Russes ou peuples de Russie ? N'est-il pas temps de faire connaître exactement votre nationalité ? Nous autres, nous avons déjà fait connaître la nôtre, nous ne voulons plus rester « provinciaux ».

Votre frère en vérité vous a profondément offensé, il vous dit sans ambages, que le sentiment national vous fait défaut, que vous n'avez point voulu défendre votre patrie ? Discuteriez-vous à présent sur les suites qui en ont résulté ? Est-ce qu'il se trouverait de par le monde une nation qui aurait supporté le bolchevisme pendant douze ans ? Il ne vous sera évidemment pas possible d'en citer une.

Dès lors, de quoi s'agit-il ? Votre nationalisme, que vous le vouliez ou non, vous conduit dans le camp des Markov et de ses acolytes, dont M. Phédotov est l'émanation vivante, la « symphonie » que vous applaudissez avec tant d'unanimité.

S'il vous arrive enfin de posséder le « sentiment national », je suis persuadé que vous traiterez avec moins de mépris notre propre sentiment national. Et alors... nous nous entendrons facilement sur « l'appellation » avec vous. Appelez-vous donc Russes et appelez votre pays la *Russie*, mais n'allez pas nous chicaner sur notre « appellation » à nous, Géorgiens, Arméniens, Ukrainiens... sur les noms de Géorgie, d'Arménie, d'Ukraine...

Il n'existe donc pas dans la nature de « Peuple de Russie »... en cela le décret bolchevik vous a devancé !

A. SENTINELLE.

Les agissements bolchevistes en Suisse

Dans le pays des Helvètes, le public se montre ces derniers temps de plus en plus irrité des agissements des bolchéviks. En effet, les bolchéviks portent leurs suprêmes efforts sur tous les terrains et travaillent avec acharnement dans tous les milieux : industriels, commerciaux, intellectuels et ouvriers ; la jeunesse et la pauvreté sont particulièrement exploitées. Partout, ils sèment la démoralisation, la haine, la corruption. C'est un

véritable assaut. Certes, les efforts de ce genre, exceptionnellement tenaces et puissants, ne peuvent pas demeurer sans résultats et la population suisse est justement inquiète. Mais le peuple, trempé dans la démocratie séculaire, présente, comme l'a dit justement un organe socialiste, *la Sentinelle*, un organisme trop sain pour ne pas opposer une résistance également tenace et également puissante. Les voix populaires s'élèvent, s'agitent. L'incorruptible presse suisse en fait état. Elle réagit d'une façon digne et énergique contre les menées bolchévistes.

Le caractère subversif et perfide des bolchéviks est connu. Il fait partie de la nature même de ces derniers qui cherchent à s'imposer par tous les moyens : ouvertement — quand la force brutale ne leur fait pas défaut, ou par voie détournée — lorsqu'ils se heurtent à une résistance. C'est surtout cette dernière méthode de lutte que les bolchéviks durent choisir à l'égard de la Suisse. Et comme ce pays — on l'a souvent constaté dernièrement — les intéresse actuellement plus qu'aucun autre, ils multiplient leurs efforts et déploient une activité particulièrement intense. Depuis un temps relativement très court, ils ont créé un grand nombre d'organisations sous divers prétextes et sous différentes étiquettes, ces dernières souvent anodines afin d'en mieux dissimuler le véritable caractère et de tromper plus aisément les gens naïfs. En effet, « L'Alliance Antifasciste Suisse », la « Croix-Rouge », le « Croissant Rouge », l'« Œuvre de Secours », le « Secours International Rouge », les « Amis des Films Nouveaux », les « Amis du Monde » (à Genève et à Lausanne), revue du communiste Barbusse, la « Société d'Etudes documentaires sur la Russie contemporaine » ne sont que différents bonnets sur la tête du même homme de Moscou. Ce ne sont en réalité que des organisations auxiliaires, dites « cellules », du fameux Komintern !

Dans la campagne que les agents de Moscou mènent en Suisse et à Genève en particulier, il y a eu ces derniers temps toute une série de faits importants qu'il serait fort instructif d'étudier de près. Mais il faudrait pour cela exposer également toutes les machinations incroyables, tous les procédés les plus bas et les plus intolérables que les agents bolcheviks ou les organisations camouflées emploient. Cela nous amènerait trop loin. C'est pourquoi nous nous bornerons à exposer trois faits récents qui sont tout à fait typiques. Ce sont : la dernière tentative soviétique pour la reprise des relations commerciales, l'exposition bolchéviste à Genève, et la prétendue campagne antifasciste, qui devrait être appelée plus justement pro-bolchéviste.

* * *

L'Union Soviétique a grand besoin de rétablir ses relations commerciales avec les autres pays. Rien en soi, disons-le franchement, n'est plus légitime; les autres nations en ont également besoin. Mais, est-ce bien le but des Soviets ? Toute la question est là.

La Suisse possède une industrie très développée, mais elle manque des débouchés nécessaires. A ce sujet, la situation, qui dure déjà depuis dix ans, est très difficile. Elle devient souvent d'une gravité sérieuse. On peut même dire que, si ce n'était la capacité extraordinaire qu'ont les Suisses de s'adapter, de se restreindre ou de se replier sur eux-mêmes lorsque les circonstances l'exigent, le pays aurait certainement couru à une véritable catastrophe. Dans de telles conditions, les industriels et les commerçants sont poussés à chercher des débouchés à leurs marchandises partout,

même là où il n'y en a pas. Enclins à fermer les yeux sur certains inconvénients inévitables, ils sont prêts à entrer en relations commerciales avec les Soviets. Ces derniers leur envoient donc un agent « commercial », Kessler, qui obtient des autorités fédérales une autorisation de séjour de trois semaines dans le canton de Berne. Il a des entrevues avec les représentants industriels et autres... Un mouvement se déclanche en faveur de la reprise des relations commerciales avec la Russie. Aussitôt les agents et les organisations bolchévistes camouflés qui pullulent actuellement en Suisse se mettent à l'œuvre. Ils montent, à l'aide d'une certaine presse, toute une fabrique de fausses nouvelles et des mensonges pour plaider la reprise. Ils poussent la campagne jusqu'à revendiquer le rétablissement des relations diplomatiques et politiques. Kessler demande alors aux autorités compétentes l'autorisation de prolonger son séjour et se propose d'établir à Berne une agence permanente, naturellement toujours « commerciale » ! Mais bientôt l'opinion publique se dresse énergiquement contre l'activité de cet individu. Les autorités fédérales paraissent quelque peu embarrassées; elles se déclarent prêtes à lui accorder la prolongation sollicitée, mais posent une très simple conditions : signer une déclaration aux termes de laquelle il ne fera plus de propagande politique. Kessler refuse de donner une telle déclaration. Il s'est ainsi démasqué. L'opinion publique est d'un seul coup redevenue unanime contre toutes relations avec les Soviets. Les organisations louches exceptées, pas une seule voix de la part des honnêtes gens ne s'est élevée en faveur de Kessler, qui a dû quitter la Suisse. Une fois de plus, la mauvaise volonté soviétique est démontrée de la façon la plus édifiante.

* * *

Un journal dont la rédaction est depuis longtemps au service des bolchéviks, mais qui porte malheureusement un titre socialiste, *Le Travail*, publiait, dans son numéro du 22 mars dernier, un article qui commençait ainsi : « La Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine organise, dès aujourd'hui 22 mars jusqu'au 6 avril, au Bâtiment électoral, à Genève, salle des réceptions, une exposition sur la protection de la maternité et de l'enfance, ainsi que sur les assurances et l'assistance sociale dans l'Union des républiques socialistes soviétiques. »

Après avoir donné des indications d'ordre pratique, le dit journal continuait : « Nous ne saurions trop encourager nos lecteurs à se rendre à cette exposition, qui est une occasion de s'informer de façon directe sur ce qui se passe actuellement en Russie soviétique et sur les efforts qui sont faits par une classe ouvrière désireuse de sortir un grand pays des ruines où l'avait plongé le tsarisme. » Ce singulier journal donne le programme de l'exposition et, après avoir lancé quelques flèches contre « la presse réactionnaire d'Europe », c'est-à-dire contre la totalité de la presse socialiste européenne puisqu'elle ne partage pas l'opinion bolchéviste, il conclut en ces termes :

« L'inauguration a eu lieu aujourd'hui même, à 14 heures, sous les auspices de la Société d'études documentaires sur la Russie contemporaine et en présence d'un certain nombre de militants des organisations ouvrières genevoises de toutes tendances. »

Remarquons en passant que les lignes qui précèdent ont été publiées bien avant l'ouverture de l'exposition, puisque *Le Travail* n'est pas un

curieuse à noter. Karl Marx lui-même, reconnaissait une certaine autonomie aux Etats qui entreraient dans la Révolution mondiale. Hostile au mouvement national tchèque, inspiré en partie par les idées de Saint-Pétersbourg, il était favorable à l'indépendance de la Pologne, car une Pologne nationaliste devait servir d'énergique moyen de lutte contre le tsarisme. Quant à Lénine, il eut assez de compréhension et de souplesse pour modeler ses doctrines d'après les circonstances. C'est là son grand mérite. Au début de la Révolution, il fit de larges concessions, provisoires et forcées, il est vrai, à des nationalités étrangères, dans le seul but d'en faire des instruments de guerre contre le régime tsariste.

En 1896, le Congrès international socialiste avait accordé aux nationalités le droit de « self-determination ». En 1917, ce principe avait été confirmé par le parti social-démocrate russe qui reconnaissait ainsi aux peuples non-russes le droit de se séparer de la Russie. Plus tard, en janvier 1918, le troisième Congrès des soviets proclamait, dans sa déclaration « des droits des ouvriers et des peuples exploités », que les ouvriers de chaque pays pouvaient librement se prononcer pour leur auto-détermination et librement se détacher de l'Union si tel était leur désir. Tout cela impliquait, à la base de l'U.R.S.S., l'existence des nationalités.

Mais comme il est aisé de s'en rendre compte, cette prétendue décentralisation n'est qu'apparente; elle n'a d'autre dessein que de masquer, sous le mot sonore « d'Union des Républiques », la forte armature de la centralisation soviétique. Une étude superficielle même des rouages de l'U.R.S.S. ne peut tarder de mettre en lumière ce fait, que le Pouvoir Suprême appartient, en droit, au Congrès composé des délégués des classes ouvrières et paysannes.

En réalité, il n'y a qu'un maître, un seul, tout puissant : c'est le parti communiste. Il n'y a qu'un gouvernement : celui du parti communiste. Les organes de l'U.R.S.S. sont les exécuteurs dociles et immédiats des décisions du parti. Retenons ce que M. Zinoviev, ex-président du Bureau de la III^e Internationale, déclarait *urbi et orbi*, dans son discours de Rostov : « Ceux qui croient que l'Etat, dans l'exercice de ses fonctions, doit rester au-dessus des partis, se trompent joliment. Tant que le bolchevisme, le léninisme et une vieille dictature prolétarienne prévaudront parmi nous, le parti communiste restera au-dessus du Gouvernement, qu'il contrôlera et qu'il dominera. »

Retenons aussi cette remarque significative : c'est que les hautes personnalités du parti sont en même temps les hauts fonctionnaires de l'Etat; d'après les statistiques officielles, 40 % des membres du parti communiste occupent les postes les plus importants dans l'Etat. Le fédéralisme russe apparaît donc comme un agréable et harmonieux ornement de l'Union communiste.

« Union » anormale d'ailleurs. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte du territoire soviétique, l'on s'aperçoit que, parmi les vingt-quatre Etats qui composent l'Union, des pays pygmées, comme la Géorgie et l'Azerbaïdjan, figurent à côté de républiques colossales, comme la République russe. Or, le nombre de délégués des diverses nations, dans la représentation gouvernementale, est proportionnel au nombre de leurs habitants : quelle illusion dès lors, que l'indépendance des petites républiques !

La Constitution affirme enfin la souveraineté potentielle des nations qui composent l'Union. Que faut-il entendre par là ? Cette notion toute

nouvelle est assez délicate à analyser, assez difficile à définir nettement. L'article 4 de la Constitution proclame, nous l'avons vu, le droit de chaque république fédérée et autonome de se retirer de l'Union. L'article 6 confirme pleinement la légitimité de ce droit, en affirmant que l'article 4 ne peut être modifié qu'avec l'assentiment de toutes les républiques de l'Union. Qu'est-ce à dire, sinon que l'indépendance de chaque Etat est solennellement reconnue et complètement sauvegardée?... Du moins en théorie, car, en fait, le Parti communiste est détenteur du Pouvoir Central, à tel point qu'il va jusqu'à annuler, s'il le juge bon, les décisions des organismes suprêmes des républiques. Mais alors, que devient cette prétendue souveraineté des Etats, membres de l'Union ? Voici la définition, combien suggestive, que nous en donne le commentateur soviétique, Maguerovski : « Cette souveraineté, dit-il, ne se manifeste point au cours des relations fédérales; mais elle peut se manifester à n'importe quel moment, par un acte de séparation unilatéral, acte juridique parfait, en vertu duquel, une de ces républiques peut se détacher de la Fédération. Ceci nous oblige à introduire une nouvelle conception juridique : la conception de la souveraineté potentielle, qui reflète pleinement le caractère réel du pouvoir des républiques fédérées. Cette notion exprime, en termes juridiques, les revendications du droit de sécession des républiques, faisant partie de l'Union. »

Ne soyons pas dupes de ces euphémismes. En fait, cette souveraineté, si énergiquement proclamée, ressemble fort à une passivité léthargique, tant que ledit Etat fait partie de l'Union, jusqu'au jour où il décidera de l'abandonner. Mais il est évident qu'avant d'en arriver à cette solution extrême, cet Etat manifestera, de par son attitude, une certaine impatience, un désir d'autorité. Or, le gouvernement unioniste omnipotent, étouffera, dès leur naissance, ces velléités de ce qu'il considèrera comme une rébellion. C'est assez dire que cet Etat, souverain, en théorie, est, en fait, un Etat-sujet.

Staline, actuellement successeur de Lénine dans la direction politique de l'U.R.S.S., donne, de cette souveraineté potentielle, une définition assez semblable à celle de M. Maguerovski : « Un élément d'indépendance reste pour chaque membre de l'Union, puisque chaque République-membre peut s'en détacher volontairement. Voilà où vise le maximum de liberté et d'indépendance de chaque Etat... »

Ce nouveau problème de la souveraineté potentielle est une création du système fédératif. En effet, les Etats qui entrent dans un Etat fédéral, ne sont pas, à proprement parler, des Etats souverains. C'est ce qui fait que l'ancienne doctrine constitutionnelle qui ne connaissait pas le système fédératif, ne correspond plus à cette nouvelle catégorie de souverainetés distinctes, sur le même sol. D'ailleurs, l'égalité des Etats composant le système fédéral, s'oppose à l'idée d'admettre que chacun possède une partie de la puissance étatique. D'après les théories des Constitutionnels internationalistes, les Etats entrant dans un système fédéral ne sont pas souverains, tout en étant des Etats.

M. le Professeur Le Fur soutient que les Etats, membres d'un Etat fédéral, ne sont pas des Etats à proprement parler, mais des collectivités, s'administrant elles-mêmes, et participant à la puissance centrale de l'Etat souverain.

Nous ne faisons qu'indiquer ces divergences de doctrine, pour bien

montrer que la notion de la souveraineté potentielle correspond à une existence constitutionnelle à part. Il était très difficile, en effet, avec le système centralisateur du droit soviétique, d'admettre une souveraineté intégrale chez les Etats composant l'Union.

MIR.

Une délégation ukrainienne en Moscovie

Le 9 février, sur l'invitation pressante des Soviets, une délégation d'environ soixante littérateurs, compositeurs et artistes ukrainiens est arrivée à Moscou.

De toute évidence, les bolcheviks entendaient rendre manifeste devant le monde entier le rapprochement russo-ukrainien, désiré par eux.

Des réceptions solennelles, des réunions, des banquets, des représentations théâtrales ont eu lieu à Moscou en l'honneur de la délégation. Mais il est aisé de comprendre que ce rapprochement n'est qu'apparent, fût-ce par la seule lecture des journaux soviétiques ukrainiens. Nous lisons dans *le Communiste* de Kharkov :

« En toute occasion, aux assemblées du parti communiste comme dans les autres réunions, les littérateurs ukrainiens parlèrent avec abondance pour établir divers faits caractéristiques du chauvinisme russe et de ses tendances hégémoniques à l'égard de l'Ukraine.

« Les littérateurs ukrainiens, reçus à Moscou, n'ont pas répondu aux compliments de bon accueil par des paroles de miel. Bien au contraire, ils ont immédiatement soulevé la question d'un antagonisme, résultant de la prétendue supériorité que s'attribuent certains milieux intellectuels russes, (en particulier les cercles littéraires), sur les manifestations de la culture ukrainienne. »

Ainsi, l'un d'eux a accusé les Russes de dédaigner et d'ignorer complètement la littérature ukrainienne et même d'observer une attitude de mépris voulu envers toute la culture de l'Ukraine. Un autre a mis en lumière les droits lésés des ukrainiens, habitant en Moscovie (R.S.F.S.R.). « Dans le Kazakstan, dit-il, où vivent 836.000 Ukrainiens, les écoles, les instituteurs, les livres scolaires en langue ukrainienne font défaut. Dans la province de Saratov, où vivent 220.000 Ukrainiens, on manque aussi de manuels scolaires et d'écoles ukrainiennes.

« Les éditions d'Etat de la Moscovie, ajoute-t-il, sont mieux pourvues par le gouvernement soviétique, d'argent et de papier, que les éditions d'Etat en Ukraine. » L'orateur a signalé également que la population ukrainienne qui habite la Moscovie, la province du Kouban, la Sibérie et l'Extrême-Orient a été privée jusqu'à présent de la possibilité d'avoir ses bibliothèques, ses théâtres, ses cinématographes, etc...

Il est facile, en se remémorant ce qui précède, de se représenter toute l'hypocrisie du gouvernement moscovite dans sa politique des nationalités, lorsqu'il prétend avoir résolu le problème de la manière la plus favorable, (Pas chez lui, seulement en Moscovie). Pendant qu'il poursuit en Ukraine le but évident de détruire l'intégrité du territoire ukrainien, principalement sur tout le littoral de la Mer Noire, où il profite de la présence du moindre groupement israélite, grec, bulgare, allemand, etc., pour créer des régions autonomes et y imposer l'emploi de la langue de ces groupes dans les

administrations, alors que des millions d'Ukrainiens en Moscovie sont privés des droits nationaux les plus élémentaires, tel celui d'avoir des écoles.

Les Russes ont fait bon accueil aux écrivains ukrainiens et se sont efforcés d'établir une atmosphère « de fraternité et de solidarité » à ce qu'annoncent les journaux soviétiques.

Parmi les discours qui ont été prononcés, notons celui du représentant des éditions d'Etat moscovite et celui du Commissaire du Peuple pour l'Instruction publique, Lounatcharski. Le Représentant des éditions d'Etat a parlé des dispositions sincères du gouvernement moscovite à satisfaire en leur langue, les besoins culturels des huit millions d'Ukrainiens qui vivent sur son sol. Il a exposé aussi l'intention qu'ont les Russes de s'initier à la littérature ukrainienne. Il a envisagé la traduction en langue russe des œuvres des écrivains ukrainiens, leur promettant le paiement de leurs droits d'auteurs. Dans son discours, le Commissaire Lounatcharski s'est trouvé pour la seconde fois devant la nécessité de ménager le sentiment national ukrainien, car il a parlé ainsi :

« Le tsarisme russe avait réussi, non seulement à arrêter le développement de la culture libre ukrainienne, mais encore il était parvenu jusqu'à un certain point, à défigurer cette culture; le tsarisme créa notamment le « petit-russienisme », cette bouffonnerie, ayant pour but d'y susciter des éléments serviles. Maintenant, ce honteux accoutrement du peuple ukrainien est arraché, et le visage véridique de l'Ukraine apparaît, tel qu'il est en réalité. Malheureusement, il n'a presque rien été traduit en notre langue russe des œuvres des écrivains ukrainiens. Nous faisons plus facilement connaissance avec la littérature de l'Angleterre bourgeoise qu'avec la littérature de l'Ukraine. C'est chose anormale. Il existe toujours un fossé entre nous. A présent, pour la première fois, un pont y est jeté. Nous pensons fortement à prendre les mesures qui doivent aboutir à un rapprochement entre les cultures ukrainienne et russe ».

Plus loin, M. Lounatcharski promet solennellement aux « hôtes ukrainiens » que les bolcheviks « assumeront à la face du prolétariat mondial la charge d'instaurer à bref délai des relations fraternelles entre les littérateurs de tous les peuples soviétiques. »

Toutefois, les malentendus ne se sont pas dissipés, en dépit des efforts des personnalités officielles à créer une « atmosphère de fraternité ». Le *Communiste* de Kharkov nous le signale en ces termes :

« Cependant, même dans cette atmosphère de fraternité et de solidarité mutuelles, dans cette ambiance d'estime réciproque et d'égalité totale, de reconnaissance d'une culture ukrainienne de valeur équivalente à celle de la culture russe, les choses ne se sont pas passées sans incidents désagréables. Ils témoignent du fait que chez certains écrivains russes, voire soviétiques, et en général chez tous les représentants de la culture russe, subsiste encore avec force le préjugé ancien de la prédominance de la Russie sur l'Ukraine. »

Avant son retour en Ukraine, un groupe de littérateurs ukrainiens s'est rendu à Léninegrad. En visitant la forteresse Pierre et Paul, où le pouvoir tsariste fit enfermer Tarass Chevtchenko, le plus grand poète de l'Ukraine, en châtimement de son intervention pour la défense du peuple ukrainien, ils exprimèrent le vœu qu'un monument fut désormais édifié à Léninegrad, en mémoire de Tarass Chevtchenko.

S. N.

CHRONIQUE

UKRAINE

La crise des produits alimentaires a empiré

Malgré l'introduction de la carte de pain, on continue à faire queue à la porte des boulangeries.

La population est très excitée du fait que la carte, assurant la distribution du pain au prix taxé, a été réservée aux ouvriers et employés soviétiques, car toute autre personne doit s'approvisionner sur le marché libre, c'est-à-dire difficilement et pour un prix double.

Le mécontentement gagne les employés soviétiques qui n'ont droit qu'à une ration de pain, inférieure à celle qui est accordée aux ouvriers. A Odessa, au cours d'une séance du Soviet municipal, un membre du parti communiste a déclaré : « Chez nous, on donne tout à l'ouvrier, rien à l'employé. La ration de pain réservée à l'ouvrier est supérieure à celle de l'employé. » (*Communiste de Kharkov*, n° 56 du 8 mars.)

La crise du sel a fait son apparition après celle du pain et du sucre et elle occasionne ce même stationnement de files impatientes à la porte des magasins. La disette des divers produits entraîne une hausse considérable des prix, jusque dans les magasins d'Etat, ce qui accroît le mécontentement de la population.

Le beurre et les œufs ne peuvent suffire, même en rations minimales; les huiles, le gruau et le savon ne se délivrent que par quantités déterminées. (*Communiste de Kharkow*, n° 69 du 25 mars.)

Malgré toutes les mesures prises par les autorités pour approvisionner les villes et les centres ouvriers, le pain manque toujours; c'est pourquoi le Conseil des Commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique a décidé la formation de brigades d'ouvriers, spécialement chargés de perquisitionner dans les campagnes, afin d'y découvrir le blé que les paysans dissimulent en vue de leur consommation personnelle.

Ils espèrent, par la mise en œuvre de cette nouvelle mesure, briser la résistance opposée par ces derniers aux exigences des commissions de stockage. D'après le *Communiste*, dans la seule province de Kharkov, 25.000 ouvriers se sont jetés sur les villages et s'y emparent du blé qu'ils trouvent. Ces incursions entraînent les représailles des paysans qui répondent par de nouveaux attentats terroristes, dirigés contre les représentants du pouvoir soviétique.

En outre, ces derniers temps, le manque de fourrage se fait sentir de plus en plus. Ainsi les autorités soviétiques locales des régions atteintes par la famine ont adressé au pouvoir central un télégramme pour demander l'envoi immédiat de 10.000 tonnes de fourrage, spécifiant que si ce fourrage n'était pas reçu, il serait impossible de conserver les bêtes de labour et de préparer la terre pour les ensemencements du printemps. (*Communiste de Kharkov*, n° 64 du 20 mars.)

A la séance des Commissaires du peuple, en Ukraine, un représentant de l'Inspection ouvrière-paysanne a déclaré qu'au cours de 1928, dans les régions affamées, les paysans n'avaient pas récolté plus de 10 pouds par déciatine (1 poud égale 16 kg. 4; 1 déciatine égale 1 hect. environ). (*Communiste de Kharkov*, n° 65 du 21 mars.)

Voyage d'un dignitaire soviétique

D'après les informations reçues de Kharkov, le Président du Comité exécutif central de l'Ukraine soviétique, Pétrovsky, a effectué un voyage dans le Midi de l'Ukraine.

Aux stations de chemin de fer où passait ce dignitaire, les autorités soviétiques avaient rassemblé de force les paysans des villages voisins, en vue d'organiser « une réception triomphale ». A la gare de Krementchouk, les paysans, ainsi chassés vers la station, accueillirent le dignitaire aux cris de « donne du pain ». Cette manifestation fut suivie de nombreuses arrestations.

L'incurie bolcheviste entraîne une catastrophe dans le bassin du Donetz

Une grave catastrophe s'est produite le 4 mars dans la mine « Marie », à Horlivka, par suite de la rupture du câble de l'ascenseur, au moment de la descente des ouvriers dans le puits.

Dans la chute, 27 ouvriers ont été tués et deux blessés. Les cadavres étaient à ce point mutilés qu'il fut impossible de les identifier.

Les appareils de sauvetage auxquels on a eu recours après l'accident se sont révélés hors d'usage.

Les conclusions de la Commission d'enquête, spécialement désignée pour établir les responsabilités, disent que la catastrophe est due à une négligence criminelle. Le puits de descente ayant souffert de la chute de l'ascenseur, il a fallu en interdire l'usage durant le temps fort long des réparations, ce qui a occasionné le chômage de 1.200 ouvriers. Ces circonstances ont déterminé une vive effervescence parmi eux. Pour la calmer les bolcheviks ont envoyé 855 chômeurs dans les villes d'eaux du Caucase : 480 à Kislovodsk et 375 à Sviatogorsk.

Il est à remarquer que la presse soviétique a attendu jusqu'au 15 mars pour parler de cette catastrophe qui avait eu lieu le 4 du même mois. (*Communiste* de Kharkov, n° 61 du 15 mars.)

Une semaine de « technique allemande » en Ukraine

Une semaine de « technique allemande » a été organisée à Kharkov.

Le professeur allemand Mayer a fait, à l'Institut de Technologie de Kharkov une conférence sur la rationalisation de la construction en Allemagne. (*Proletarska Pravda* de Kiev, n° 72 du 29 mars.)

L'antisémitisme grandit chez les Soviets

Ces temps derniers, l'antisémitisme a fait de rapides progrès dans l'U.R.S.S. et même dans les organisations des Komsomolsi et du parti communiste.

La presse soviétique relate chaque jour des faits d'antisémitisme militant, à la charge des communistes. Les institutions communistes et professionnelles regardent ces faits comme sans importance et ne leur opposent aucune mesure de répression.

Condamnations à mort

— Le tribunal départemental de Dniépropétrovsky, réuni en session extraordinaire, a condamné un accusé à être fusillé parce que celui-ci, de 1905 à 1908, avait occupé les fonctions d'agent de la police secrète. (*Communiste* de Kharkov, n° 54 du 6 mars.)

— Le tribunal de Vinnitsa a condamné à mort deux paysans du village de Sytkivtsi pour avoir tiré sur le correspondant d'un journal soviétique. (*Proletarska Pravda* de Kiev, n° 71 du 28 mars.)

L'Académie des Sciences ukrainiennes étend ses relations à l'étranger

La Société d'Anthropologie de Francfort, le Musée ethnographique d'Esthonie et l'Institut de recherches ethnographiques de Leipzig ont proposé à l'Académie des Sciences ukrainiennes l'échange de publications scientifiques.

Le directeur de l'Institut ethnographique de Leipzig a marqué le grand intérêt que les milieux scientifiques européens portent aux travaux de la Commission ethnographique de l'Académie des Sciences ukrainiennes. (*Proletarska Pravda* de Kiev, n° 72 du 29 mars.)

Une nouvelle Société scientifique à Kiev

A Kiev a été fondée une nouvelle annexe de l'Association des Physiciens ukrainiens qui réunit des savants et des professeurs. Cette Association avait déjà établi des annexes à Kiev, à Kharkov, à Odessa et à Dniépropétrovsk.

Le journal scientifique de l'Association est *La Revue de Physique ukrainienne*, (*Proletarska Pravda* de Kiev, n° 61 du 15 mars.)

La carence de l'industrie soviétique en Ukraine

Le *Communiste* de Kharkov, n° 55 du 7 mars, publie une série d'informations venues des diverses provinces de l'Ukraine et qui établissent la carence de l'industrie soviétique. A Kiev, le chômage volontaire et injustifié des ouvriers est en croissance continuelle dans la plupart des entreprises.

Les frais de fabrication s'élèvent sans cesse. L'usine de locomotives de Kharkov a dû mettre au rebus 37 % d'essieux et de bandages étant donné les défauts de la production de 1927-28.

Le chômage forcé, occasionné par l'arrêt des machines, à l'usine de locomotives de Lougansk, représente une perte de plus de 100.000 « homme-heure » pour le premier trimestre de 1928-29, alors que pour l'année précédente, le chômage total n'était que de 300.000 « homme-heure ».

Cet établissement a augmenté de 8 % les salaires de ses ouvriers dans le premier quartier de l'année courante, mais la production n'a été accrue que de 4 %.

Dans les mines de charbon de Staline, le prix d'extraction de la houille a considérablement augmenté; dans les mines du trust « Donougol » cette augmentation a atteint 17,5 %; dans les mines du trust « Pivdenstal » 13 %. Partout on observe le relâchement de la discipline.

Les autorités soviétiques adoptent des mesures pour combattre l'indiscipline

Dans le but de rétablir la discipline ouvrière, le Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. a décidé de donner à l'administration des entreprises le droit de punir directement les ouvriers coupables d'indiscipline. Le Bureau du Travail, en outre, réservera de préférence les emplois vacants aux ouvriers exempts de punitions.

Cette décision du Conseil des Commissaires du peuple, qui doit empêcher les ouvriers d'agir à leur guise, se termine par un point destiné à les amadouer. « Proposer à tous les Conseils de Commissaires du peuple des républiques alliées d'assurer aux ouvriers, en dehors des heures de travail, l'accès des services médicaux, judiciaires et d'approvisionnement. » (*Proletarska Pravda* de Kiev, n° 56 du 8 mars.)

AZERBAIDJAN

Les instituteurs communistes

Après une enquête faite en Azerbaïdjan, la statistique a démontré que 3,5 % seulement de l'ensemble des instituteurs appartiennent au parti communiste.

Les Koulaks

Les propriétaires possédant plus de 3-4 hectares de terre sont considérés comme des Koulaks et dès lors on leur confisque la terre. Il en résulte que nombre de fonctionnaires soviétiques sont tués. A Kouba, à Lenkoran et à Gueoktchaï 15 communistes ont été arrêtés et 7 communistes ont été tués.

Les élections

Dans le district de Lenkoran, les Koulaks ont pris en main la commission des élections, les paysans moyens et jusqu'aux fonctionnaires soviétiques se sont joints à eux. Dans maints villages les paysans ont fait échouer les commissions des élections menaçant de tuer les présidents des commissions, qui ont dû prendre la fuite pour sauver leur vie. (*Zaria Vostoka*, n° 299.)

Dans le district de Saliansk 11.600 paysans ont été exclus des listes électorales. Les exclus se sont alors réunis; ils ont fait échouer les commissions électorales et ont frappé les membres des commissions. (*Communiste*, n° 2509.)

Dans le district de Guéoktchaï et de Kouba, les Koulaks et les paysans moyens ont chassé tous les communistes des commissions électorales et ils ont pris dans leurs mains la direction des élections. (*Communiste*, n° 2406.)

Dans les districts de Lenkoran et de Salián 17 communistes ont été tués pendant la campagne électorale. Ce mouvement contre les communistes prenant une extension de plus en plus grande en Azerbaïdjan provoque une véritable panique parmi les communistes. Le parti *Moussavat* se répand de plus en plus parmi les paysans; il exige la démocratisation des élections et il fait appel à la lutte contre les bolcheviks. Attachant une grande importance à ce mouvement, le journal *Zaria Vostoka* lui a consacré une série d'articles de fond. Dans son numéro 278, ce journal écrit : « L'esprit national prédomine dans tout l'Azerbaïdjan et il se manifeste dans la campagne électorale. »

Le nouveau journal Odlu Yurd

Sous la direction de M. M. E. Rassoul Zade, homme politique et journaliste azerbaïdjanien bien connu, paraît à Constantinople le journal *Odlu Yurd* dont nous venons de recevoir le premier numéro. Ce journal a pour but la défense de l'idée de l'indépendance de l'Azerbaïdjan avec mission de la propager dans le monde turc. Ce journal azerbaïdjanien est le premier qui paraisse à l'étranger avec le nouvel alphabet latin adopté en Turquie. Les articles politiques et littéraires que contient le premier numéro nous démontrent avec quelle foi et quelle ardeur les idées de libération et d'indépendance y sont propagées. Souhaitons à ce successeur de *Enikavkaz* et *Azeri Turc* le succès mérité.

Sous la présidence de Mme Leilo Hanoum Assadoullaïev vient de se fonder l'Association de bienfaisance azerbaïdjanienne dont le but est de venir en aide aux compatriotes qui se trouvent dans la gêne et de créer une entr'aide parmi les Azerbaïdjanais émigrés. Le siège de l'Association se trouve 6, rue du Commandant-Lamy.

GÉORGIE

L'agitation paysanne en Géorgie

Le correspondant du *Times* à Constantinople assure que, d'après des nouvelles venues de Batoum la révolte paysanne dans l'Adjarie (Géorgie) est plus grave que ne l'admettent les autorités soviétiques. Les paysans lassés de la campagne antireligieuse des jeunesses communistes ont déclaré la guerre à ces propagandistes et des troupes régulières ont dû être envoyées sur les lieux; leur arrivée n'ayant donné aucun résultat, des renforts ont été dirigés sur place. Les paysans paraissent bien armés et possèdent d'énormes quantités de munitions.

On fait savoir que les troupes géorgiennes envoyées tout d'abord pour réprimer le mouvement insurrectionnel ont refusé de tirer sur leurs frères, ce que voyant les bolcheviks envoyèrent des soldats russes. Actuellement se livrent des combats dans les montagnes non sans quelques succès pour les insurgés.

Fête anniversaire

« L'Association Géorgienne en France » organise, le 26 Mai, à 3 h. de l'après-midi, dans la salle de Conférence de l'« Alliance Française », 101, boulevard Raspail, Paris, une fête : 11. Anniversaire de la proclamation de l'Indépendance en Géorgie.

Hrogramme : I.— 1. Allocution de M. D. Skhirtladze, Président de l'Association; 2. « La question géorgienne au Congrès de Paris », exposée par M. Georges Gvazawa. II. Concert. Chants et romances géorgiens, avec le concours de :

Mme Khounzaria (soprano), M. Ivanidze-Doubrovsky (baryton), Mme Nina Lejeune (soprano), M. Irakli Orbéliani (piano), Mme Vatchnadze (contre-alto), Mme Gobetchia (violon), M. d'Ariat-Nanobachvili (ténor), Mme Papouachvili (décl.), Mme Marcelle Chobillon et P. Mossoulíchvili (chœur géorgien). Accompagnement par Mme d'Ariat, piano Pleyel.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'*Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie*

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



E5114E
1929